



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DLM-2021-002 - Séance du 04/02/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 4 février à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 29 janvier 2021.

Monsieur Martin FAURE est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, Julie LUDGER, David CARBONELL, François RODENAS, François-Xavier CHAZOTTES, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Olivier DURIX, Olivier TAPIE, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

Absent(s) :

Absent(s) représenté(s) :

Christiane GAUBERT par David CARBONELL, Marie-France TEXIER par Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY par Philippe MARTY, Josiane DEVESA par Martin FAURE, Michel BAUDOUR par Carole PAHLAWAN, Bernard VIDAL par Valérie DALMAS, Virginie DURA par Ludovic DUCAMP, Patricia VANGREVELYNGHE par Elisabeth MAZOLLIER, Damien CORDEAU par Olivier DURIX, Claire VITOU par Olivier TAPIE, Christophe DOLL par Emilie CHENOT, Xavier POTAVIN par Sandrine GAUTIER.

N° DLM-2021-002 - MISE EN PLACE DES CAMÉRAS MOBILES POUR LES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE

Une caméra-piéton, aussi appelée caméra mobile ou caméra d'intervention, est une caméra légère et compacte attachée à la poitrine ou à l'épaule d'un agent des forces de l'ordre pour enregistrer les interactions avec le public, voire des scènes de délits ou de crime.

Leur usage, dans les conditions fixées par les textes (information préalable du public), sur le terrain est un facteur psychologique d'apaisement ou « modérateur » lors de situations tendues ou conflictuelles qui pourraient dégénérer. Leur utilisation peut, ainsi, permettre de rétablir, dans ce type de situation, l'écoute et le dialogue.

L'article 3 de la loi n°2018-697 du 03 août 2018 a posé le principe d'une harmonisation et d'un encadrement de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités publiques de sécurité publique.

Ces dispositions concernent notamment les services de Police Municipale puisque l'article L. 241-2 du Code de la Sécurité Intérieure dispose que « dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens ainsi que de leurs missions de police judiciaire, les agents de police municipale peuvent être autorisés, par le représentant de l'Etat dans le département, à procéder en tous lieux, au moyen de caméras individuelles, à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées. ».

Le Code de la Sécurité Intérieure dans son titre IV : caméras mobiles, et dans son article R.241-8, fixe, plus particulièrement, les conditions à respecter pour mettre en œuvre et exploiter ces équipements qui restent soumis, au préalable, à l'existence d'une convention de coordination des interventions de la Police Municipale et des forces de sécurité de l'Etat prévue à la section 2 du chapitre II du titre 1^{er} du livre V dudit code et à la délivrance d'une autorisation préfectorale.

Une circulaire d'information du Ministère de l'Intérieur (NOR INTD1908378N), en date du 14 mars 2019, a d'ailleurs rappelé les modalités de mise en œuvre de l'usage de caméras individuelles par les agents de la Police Municipale et de son corollaire relatif au traitement des données à caractère personnel provenant de ces caméras.

En application de ces principes et afin de renforcer les moyens de prévention et de sécurisation mis à disposition des forces de sécurité sur notre territoire, il est envisagé :

- De **DOTER** les agents du service de la Police Municipale de Baillargues de ce type d'équipements « caméras piétons ou caméras mobiles ». Le projet sera bien évidemment présenté aux partenaires sociaux et inscrit au prochain comité technique.
- De **SOLLICITER** préalablement à ce déploiement auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault et de la Commission Nationale Informatique et Libertés, les autorisations et déclarations nécessaires au déploiement à l'usage de ces nouveaux équipements,
- Et parallèlement, dans le cadre de la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'Etat et des dispositions visant

à assurer le renforcement et la coopération, des caméras piétons ou mobiles, répondant aux spécificités et aux contraintes particulières de la Gendarmerie – pourront être mises à disposition de ce service et de son Lieutenant, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de matériels à intervenir, et ce afin d'en renforcer les moyens opérationnels,

- **D'AUTORISER** une demande de subvention dans le cadre du FIPD au titre du programme S.

Le conseil municipal,

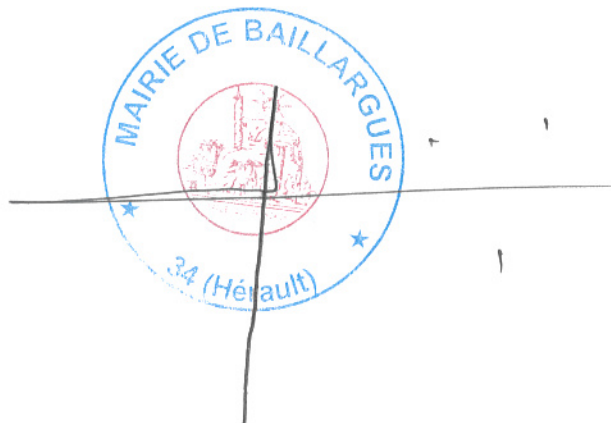
Sur le rapport de Monsieur Christophe KASZUBA, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, sécurité et prévention,

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le 04 février 2021,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

